



Avril 2023

Zoom sur la révision du plan national énergie-climat

L'Espagne prévoit de soumettre à la Commission européenne avant le 15 mars 2023, une version actualisée de son PNIEC. Une consultation publique a eu lieu d'août à septembre 2022. Dans ce cadre, l'Association espagnole de l'énergie éolienne (AEE) et l'Union photovoltaïque espagnole (UNEF) ont remis au ministère espagnol de la Transition écologique un rapport dans lequel elles lui demandent de rehausser les objectifs EnR du PNIEC. Elles estiment à ce titre que la capacité d'EnR pourrait atteindre 82% du mix électrique (contre 74%).

Energie

Importations espagnoles de gaz russe.

La ministre espagnole de la Transition écologique, Teresa Ribera, a envoyé une lettre aux entreprises énergétiques et aux distributeurs privés de gaz en Espagne, leur demandant de cesser d'acheter du combustible en provenance de Russie. Cela fait suite à une augmentation de 45% des importations de gaz russe en Espagne en 2022, passant de 37 027 GWh en 2021 à 53 859 GWh, ce qui fait de la Russie le quatrième plus grand fournisseur de gaz en Espagne après les États-Unis, l'Algérie et le Nigeria.

Adoption du Plan d'aménagement des zones pour le déploiement des éoliennes en mer.

Le conseil des ministres espagnol du 28 février dernier a adopté le premier plan quinquennal (2022-2027), définissant les principales

* LE CHIFFRE À RETENIR

La production d'électricité à partir d'EnR a atteint, en janvier 2023, un nouveau record historique avec 13 742 GWh, soit 57,4 % du mix total, grâce notamment à la hausse de la production d'énergie éolienne (+39% par rapport à janvier 2022) et le photovoltaïque (+6,3%).

zones à fort potentiel (zonas de alto potencial) pour le développement de l'éolien en mer. Ces dernières se situent notamment au large de la Galice, dans la mer d'Alboran, dans le golfe de Cadix et autour des archipels (Canaries et Baléares). Alors que l'Espagne n'a jusqu'ici déployé aucune éolienne en mer (en raison du fait que la topographie des fonds marins espagnols), le Gouvernement s'est fixé dans sa feuille de route adoptée en décembre 2021 un objectif, à l'horizon 2030, de 1 à 3GW de puissance installée d'éolienne flottante.

L'Espagne poursuit sa montée en puissance de nouvelles capacités EnR.

En 2022, la production totale d'électricité s'est élevée à 276 TWh (+6,5% de plus qu'en 2021). L'éolien a représenté 22% de ce total, derrière les cycles combinés (24,1%) mais devant l'énergie nucléaire (21%). Les EnR dans leur ensemble (dont l'éolien, le photovoltaïque, l'hydroélectrique et le solaire thermique) ont représenté 42,2% du mix électrique,

soit une production de 116,5 TWh. En terme de puissance installée, les EnR ont représenté 70,5 GW en 2022 (soit 59,2% de la puissance installée totale) avec 5,9 GW de nouvelles puissances installées (4,5 GW de photovoltaïque et 1,4 GW d'éolien).

Aides à la décarbonation de la filière électro-intensive.

Le conseil des ministres du 14 mars 2023 a annoncé l'adoption d'une enveloppe de subventions de 244 M€ destinées à la réduction des émissions indirectes des entreprises électro-intensives. Le montant de ces aides variera en fonction du niveau de production et de consommation des entreprises en 2022.



Environnement

Situation des ressources hydriques.

Celles-ci s'élèvent actuellement à 28 800 hm³, (51,2% de la capacité totale) soit +6% à celles de la même semaine 2022 et -12% par rapport à la moyenne des dix dernières années (2012-2022). Afin d'aborder les importants défis auxquels est confronté le pays en matière de gestion de ses ressources hydriques dans le contexte des effets croissants du changement climatique, le Gouvernement espagnol vient d'adopter deux plans d'actions (l'un dédié à la Mer mineure et doté de 382 M€, l'autre au parc de Doñana et doté de 356 M€) ainsi qu'un Plan stratégique pour les zones humides à l'horizon 2030. Il prévoit également l'adoption prochaine d'une stratégie de restauration des principaux cours d'eau (objectif de 3000 km à l'horizon 2030). Cette dernière a déjà fait l'objet d'une récente consultation publique et devrait acter une enveloppe de 2,5 Md€ d'investissements publics et commencer le déploiement du programme de modernisation en matière d'irrigation (enveloppe de 300 M€) d'environ 30 000 ha.

Le ministère de la Transition écologique (MITECO) s'engage dans la révision et l'actualisation de ses Plans Spéciaux Sécheresse (PSE).

Dans cette perspective, les confédérations hydrographiques (équivalent français des agences

de l'eau) ont soumis les nouvelles versions (les actuelles datent de 2007) à la consultation du public pour trois mois (avril, mai et juin). Cette actualisation s'inscrit dans la continuité de l'approbation en janvier 2023 des nouveaux plans hydrologiques de bassin établis pour la période 2022-2027. Les PSE contiennent trois éléments essentiels sur lesquels se concentrent principalement les améliorations envisagées :

- 1) Un système d'indicateurs hydrométéorologiques qui permet d'évaluer objectivement la situation naturelle en ce qui concerne les sécheresses prolongées et les pénuries conjoncturelles qui rendent difficile la satisfaction des demandes en eau (publications mensuelles sur le site du MITECO).
- 2) Des actions de gestion à court terme et de mesures d'atténuation des effets de la sécheresse et de la pénurie dans les différents territoires.
- 3) La coordination des plans d'urgence des systèmes d'approvisionnement urbains, que les autorités locales doivent établir et réviser afin de garantir l'approvisionnement même en cas de pénurie.

Rapport du CIEM concernant les mesures d'atténuation visant à réduire les prises accessoires de dauphin commun dans le golfe de Gascogne.

Le 9 février s'est tenue une réunion entre les représentants de la DG des pêches du ministère espagnol de l'agriculture (MAPA), des régions côtières du nord de l'Espagne (Pays Basque, Cantabrie, Asturies et Galice), de l'Institut océanographique espagnol (IOE), de la fondation AZTI (centre espagnol de recherche sur la mer), afin d'analyser le dernier rapport publié en la matière par le CIEM sur les cétacés. La nouvelle DG des pêches, Isabel Artime, s'est engagée à poursuivre les mesures (dont la présence d'observateurs à bord et de caméras) déjà déployées par le MAPA et à étudier l'impact que pourraient avoir d'autres mesures d'atténuation de ces captures accidentelles.



Industrie

Le nouveau ministre de l'industrie, du commerce et du tourisme, Héctor Gómez (ex porte-parole du Parlement) remplace Mme Maroto, candidate à la mairie de Madrid pour le PSOE.

L'un des principaux défis du nouveau ministre de l'industrie est le suivi du « PERTE VEC ou véhicule électrique et connecté » un ambitieux programme stratégique de subventions et de prêts à 0% (financé par les fonds *Next Generation*) visant la transition du secteur automobile. A ce jour, seuls 25% des fonds prévus ont été alloués (environ 2,2 Md€ d'argent public). Un 2^{ème} appel à projet sera lancé prochainement. Ses critères d'attribution seront plus flexibles. La date limite de réalisation des projets est notamment portée à 2028 (au lieu de 2025 précédemment). Il comporterait par ailleurs une ligne spécifique pour les projets de batteries (une des priorités du Gouvernement). A ce titre, l'Espagne accuse un certain retard sur ses partenaires européens. Le projet le plus important est dirigé par Volkswagen, qui construira une gigafactory d'une capacité de 40 GWh près de Valence, dont la 1^{ère} pierre vient d'être posée.

Les marques asiatiques ont dominé en 2022 le marché espagnol des ventes de voitures neuves.

Le marché espagnol des ventes de véhicules a clôturé l'année 2022 avec 830 000 unités avec une baisse de -3 % par rapport à 2021. Les raisons sont principalement liées au phénomène d'incertitude économique, marquée par une forte inflation et une augmentation des coûts de l'énergie et des matières premières, ainsi qu'au manque de puces électroniques nécessaires à la fabrication des véhicules. Dans ce contexte, Toyota, Kia et Hyundai ont dépassé les marques européennes avec une forte augmentation des ventes en 2022 (Toyota : 75 000 unités vendues en hausse de 20 % sur l'année ; Kia : 63 000 unités en hausse de 10 % et Hyundai : 60 000 unités en hausse de 8 %). Cette même année, près d'une voiture sur quatre vendue en Espagne appartenait à l'une de ces trois marques. Une situation sans précédent en Espagne,

résultat de délais de livraison plus courts qui profitent aux constructeurs asiatiques (disponibilité des puces électroniques sous 2 - 4 mois contre 10 mois pour les constructeurs européens) et d'une large gamme de produits à des prix compétitifs (à l'instar des Toyota hybrides). A l'inverse, les marques traditionnelles, telles que Peugeot, Renault, Opel, Fiat, Seat et Skoda, qui ont perdu entre 10% et 30% de leurs ventes par rapport à 2021. Volkswagen et Citroën ont un peu mieux résisté avec des baisses inférieures à 7 %, tandis que Ford et Dacia ont connu une légère augmentation de leurs ventes. L'année dernière, les ventes de voitures à énergie alternative ont dépassé 40 %, tandis que les voitures à essence représentaient 42 % et les voitures diesel 17 %.

L'Anfac, l'association espagnole des constructeurs d'automobiles, s'oppose au projet de norme européenne Euro7.

L'Anfac demande au Gouvernement d'intervenir contre la mise en place de cette norme. L'association reprend les arguments présentés par l'Association des constructeurs européens, selon lesquels cette dernière implique des investissements importants pour une faible réduction des émissions à un moment où l'effort est mis sur l'électrification. L'Anfac souligne par ailleurs que l'Euro7 toucherait surtout l'Espagne car cette norme aurait un impact plus important sur les voitures à combustion de petites tailles, un marché important en Espagne. "La plupart des véhicules que nous fabriquons en Espagne disparaîtrait si l'Euro7 entrerait en vigueur en juillet 2025", a prévenu le président de l'Anfac, M. Griffiths, en présence du ministre de l'industrie espagnole. M. Griffiths a souligné également que la proposition de règlement de la Commission européenne est "irréaliste" en ce qui concerne les délais de mise en œuvre, car ils sont "techniquement et financièrement irréalisables".

Cepsa a pour ambition de devenir un leader dans le domaine des bio-carburants et prévoit 1 Md€ pour la construction d'une usine à Huelva.

La société Cepsa, l'ancienne compagnie pétrolière espagnole avec son siège à Madrid (détenue aujourd'hui par le fonds souverain d'Abu Dhabi - Mubadala- et le fonds d'investissement américain The Carlyle Group) cherche à devenir le leader des biocarburants de nouvelle génération en Espagne et au Portugal. Elle prévoit d'en produire 2,5 millions de tonnes par an d'ici à 2030.

La nouvelle usine de production sera située à proximité de la raffinerie de "La Rábida" à Palos de la Frontera (Huelva, Andaloussie). Ces biocarburants seront fabriqués à partir de déchets organiques, tels que les huiles de cuisson usagées ou les déchets agricoles, ce qui favorisera l'économie circulaire. L'usine produira des carburants durables pour les transports aériens (SAF), maritimes et terrestres, ce qui lui permettra de réduire ses émissions de CO2 jusqu'à 90 %.

🎯 Transport

Le ministère des Transports lance un appel d'offres pour des travaux de raccordement d'Almería au réseau LGV.

Le MITMA a donné un coup de pouce décisif à l'arrivée du train à grande vitesse à Almería en lançant un contrat pour l'intégration de la voie ferrée dans la ville et la rénovation de la gare. 196,7 M€ du plan de relance seront mobilisés. Adif Alta Velocidad a ainsi approuvé l'appel d'offres pour le contrat de connexion de la grande vitesse avec la capitale régionale au moyen d'un tunnel de 1,86 km, qui garantira l'intégration et la perméabilité urbaine, en gagnant de l'espace pour les citoyens et en transformant la gare en un nœud intermodal. La mise en place d'un 3^{ème} rail est également envisagé pour permettre la circulation des trains conventionnels et des trains à grande vitesse (écartement standard). Ce projet constitue une étape décisive dans la construction de la LGV Murcie-Almería, pour laquelle un investissement de 3,5 Md€ est estimé, et dans la réalisation du corridor méditerranéen.

La ministre espagnole des transports, en déplacement aux Baléares, a annoncé la mise en place d'une seconde OSP aérienne avec le territoire continental.

Mme Raquel Sanchez a précisé que son ministère travaille en lien étroit avec la Région des Baléares afin d'établir une obligation de service public (OSP) pour la liaison aérienne reliant Barcelone et Port-Mahon (capitale de l'île de Minorque). Cette OSP serait prévue de manière expérimentale dès la prochaine période estivale afin d'imposer des prix plafonds. Une OSP existe déjà entre Madrid et Port-Mahon qui permet notamment un minimum de liaisons pendant les périodes creuses de l'année. La ministre a toutefois annoncé qu'un nouveau contrat est en cours d'élaboration et devrait être finalisé en novembre 2023. Il permettra d'augmenter à la marge le nombre de liaisons, notamment pendant les jours fériés. Elle a par ailleurs précisé qu'une enveloppe de 124 M€ du plan de relance serait prévue pour réhabiliter 8 737 logements et leur environnement, et pour construire 492 logements sociaux locatifs. La ministre a enfin assuré que l'accord pour le financement du Tramway de Palma est en bonne voie.

Ouigo lance fin avril son 3ème service de TGV low-cost en Espagne sur la ligne Madrid-Alicante.

Dans la continuité des liaisons opérées par Ouigo sur les lignes Madrid-Barcelone et Madrid-Valence, à partir ce 27 avril, la compagnie proposera deux A/R quotidiens (4 trajets par jour) entre Madrid et Alicante (avec un arrêt à Albacete). Elle utilisera ses trains duplex d'une capacité de plus de 1 000 places. Des billets à 9 € seront prévus en entrée de gamme. Le tarif moyen s'établira entre 19 et 25 €. La compagnie espère capter une grande partie des voyageurs qui, jusqu'à présent, choisissaient le véhicule privé, spécialement les familles.

La Renfe se prépare à rentrer sur le marché français et mise sur une rentabilité en quelques années.

Le responsable des opérations internationales à grande vitesse de Renfe a déclaré mi-février que les opérations commerciales envisagées sur les liaisons Barcelone-Lyon et Madrid-Marseille, actuellement en phase d'essais techniques, seront rentables "d'ici deux ou trois ans". Les nouveaux trains devraient être mis en service avant l'été, une fois finis les tests de qualification de son personnel. Dans un premier temps, 3 allers-retours par semaine pour atteindre graduellement 4 A/R quotidiennes (28 trajets par semaine). L'objectif final est d'opérer une connexion avec Paris. Pour cela, l'entrée en service des trains de la série 106 (modèle Avril) de Talgo est essentielle : Renfe prévoit de recevoir 30 unités dont 10 seraient destinées au marché français. Par ailleurs, Renfe est très intéressée par l'exploitation de services régionaux français et dans d'autres pays voisins, notamment en vue de la libéralisation, en Espagne, des trains de banlieue en 2028.

Dans un contexte de concurrence tant au niveau du fret, des lignes à grande vitesse et de trains de banlieue, Renfe a besoin de s'internationaliser. Son objectif est de réaliser 10% de son CA à l'étranger en 2028. Dans ce sens, outre son renforcement en France, Renfe a souscrit deux macro-contrats de LGV au Texas et en Arabie Saoudite, ainsi que l'achat à 50% de l'opérateur tchèque Leo Express en 2021.

Des vélos gratuits à Madrid entre mars et la fin juillet 2023.

Dans le cadre de sa stratégie de durabilité environnementale « Madrid 360 », la mairie de Madrid dispose d'un service de location de vélos électriques, BiciMAD. Ce système relève de l'Entreprise municipale des transports de Madrid (EMT). La Mairie a pour ambition de renforcer encore la place du vélo, en tant que service de mobilité du quotidien. Créé en 2020, BiciMAD compte un total de 258 stations et 3 000 vélos répartis dans 15 quartiers de la ville. La Mairie vient de décider de les mettre à disposition gratuitement jusqu'au 31 juillet 2023. Son objectif à moyen terme est de disposer de 7 500 vélos et 611 stations. Les nouveaux vélos prévus seront plus ergonomiques et intégreront un GPS intégré, un feu de freinage et des roues anti-crevaisson.

Tourisme

La compagnie aérienne Iberia et la Communauté de Madrid se lancent à la conquête du marché américain du tourisme "haut de gamme".

A New York et Dallas, les délégations ont rencontré des voyagistes pour présenter les avantages de Madrid pour les touristes de luxe américains (En Espagne, un touriste de luxe nord-américain dépense en moyenne 1200 €/jour face 860 €/jour pour la moyenne de touristes de luxe). Avec 8 destinations aux États-Unis et plus de 100 vols par semaine (+21 % de vols et +15% de sièges vs 2019) depuis l'aéroport de Madrid-Barajas, Iberia augmente son offre notamment vers Dallas, Washington et San Francisco (en plus de sa liaison historique vers New York notamment). La région de Madrid souligne, entre autres, son offre croissante d'hébergements de luxe, 24 restaurants étoilés Michelin, une ample offre de boutiques et de marques de luxe et un important réseau de loisirs et de spectacles.

En 2021, Madrid a égalisé la Catalogne en volume de visiteurs nord-américains. En 2022, 14% des touristes de la région de Madrid provenaient des États-Unis. Désormais, Madrid et la Catalogne sont à égalité en termes de parts de marché (31 % de ces touristes en Espagne dans chaque ville) et des dépenses légèrement supérieures pour Madrid.

L'Espagne et le Portugal ratifient une stratégie touristique transfrontalière 2022-2024 axée sur le développement durable dans le XXIII^{ème} sommet hispano-portugais.

Le but est de promouvoir les investissements dans les destinations et les expériences touristiques des deux côtés de la frontière et de positionner la Péninsule Ibérique comme l'une des destinations touristiques les plus compétitives et les plus durables au monde. Le plan dispose de 3 axes : environnemental (restauration et gestion des espaces naturels, économie circulaire, réhabilitation durable des bâtiments, adaptation au changement climatique et

amélioration de l'efficacité énergétique); territorial (garantissant l'impact transformateur dans la zone transfrontalière et dans les deux pays) ; et socio-économique (emplois de meilleure qualité, mieux rémunérés et avec de meilleures conditions de performance et des opportunités de formation et aussi, un secteur responsable avec les communautés dans lesquelles il est développé).

Des taux d'occupation record à Pâques, un été complet et des prix 21% supérieurs à la période pré-pandémique, le tourisme redevient la force motrice de l'économie espagnole.

Avec 73% des réservations sur la disponibilité de cet été, il est prévisible que les réservations dépasseraient 90% ou 95% les mois de juillet et août. Par ailleurs, si l'année 2022 s'est achevée sur des hausses de tarifs moyennes proches de 7% (en haute saison, elles ont dépassé les deux chiffres), le premier trimestre 2023 table sur une hausse de 17% par rapport à la même période de 2019 (21% d'hausse est attendu pour cet été). La hausse serait justifiée par les dépassements de coûts dus à la crise énergétique, l'amortissement des dettes acquises à cause des fermetures de l'activité pendant la pandémie et le renforcement de la main-d'œuvre dans l'actuelle période de pénurie d'effectifs.

Le programme touristique des seniors : 900 000 places par toute l'Espagne et une augmentation moyenne de tarifs de 7,5 % pour la saison 2023-2024.

Après des années de gel, l'offre touristique destinée aux seniors proposée par l'Imsero (organisme de gestion de la sécurité sociale rattaché au ministère des droits sociaux et de l'Agenda 2030) augmentera ses tarifs de 7,5% en moyenne. Une hausse inférieure d'un point à celle des retraites permettant de satisfaire les agences de voyage et les hôtels qui ont subi une perte de marges en raison de la hausse de l'inflation.

Pour la saison 2023-2024 (octobre 2023 à juin 2024 inclus) 900 000 places seront offertes soit une augmentation de 70 000 places par rapport à l'édition actuelle. Il sera possible de visiter les 52 provinces en Espagne (Ceuta et Melilla incluses) grâce à un programme de voyages et d'activités plus large en destinations culturelles et de nature ainsi qu'avec davantage de places pour les voyageurs seuls.

Créé 1985, le programme touristique de l'Imsero a le double objectif d'améliorer la qualité de vie des seniors et de favoriser la création et le maintien de l'emploi du secteur touristique en basse saison. Devenu un succès social et économique, le programme est financé par le Budget de l'état (environ 22%) et le reste à la charge du voyageur.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Cyril Forget
Rédacteurs : Emmanuel Cros, Alvaro Espino et Sandra De Gregorio
Pour s'abonner : espagne@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo :